

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 16/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RICHARD CLEMENT

PARK NEVEZ
22300 Caouënnec-Lanvézéac

Références : TO-01-10-25-01

Code AIOT : 0052200648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement RICHARD CLEMENT implanté KERMIN 22140 Cavan. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

suite à mise en demeure du 05 octobre 2022 de mise aux normes de défense externe contre l'incendie sous quatre mois.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RICHARD CLEMENT
- KERMIN 22140 Cavan
- Code AIOT : 0052200648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

élevage intensif de volailles soumis à autorisation

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Défense conte l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 2 | Prescription particulières relatives à la | Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 4.4 | Demande d'action corrective | 15 jours |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|--|--|-----------------------|
| | sécurité | | | |
| 3 | lutte externe contre l'incendie | AP de Mise en Demeure du 05/10/2022, article 1er | Astreinte | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne dispose pas de moyen de lutte externe contre l'incendie malgré une mise en demeure de 2022 avec un délai de quatre mois et une prescription dans l'arrêté préfectoral modificatif du 1er juillet 2024 de régulariser la situation avant le 1er juillet 2025 (article 4.4).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défense conte l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> |

| |
|--|
| Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. |
| Constats : Absence de moyens de lutte externe contre l'incendie : - pas de poteau incendie à moins de 200 mètres ; - absence de réserve d'eau de 120 m3 ; - absence d'avis des services de secours et d'incendie concernant des moyens alternatifs. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : mettre en place sur le site une réserve incendie de 120 m3 |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 2 : Prescription particulières relatives à la sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2024, article 4.4 |
| Thème(s) : Élevage, défense externe contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : l'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement d'un poteau d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61 123 ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisé accessible en tout temps et toute circonstance. |
| Constats : absence de moyens de lutte externe contre l'incendie. Non respect de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral modificatif qui prévoyait la mise en place de la défense externe contre l'incendie courant le premier semestre 2025 |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : mettre en place sur le site une réserve incendie de 120 m3 |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 3 : lutte externe contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2022, article 1er |
| Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : l'article 1er de la mise en demeure qui prévoit, à compter de la réception du dit arrêté préfectoral de mise en demeure, de respecter dans un délai de quatre mois : l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que l'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie |
| Constats : |

absence de réserve d'eau de 120 m3, absence de poteau incendie à moins de 200 mètres.
non respect de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05 octobre 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte